



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'AFRIQUE DU SUD DEVIENT UN MEMBRE PROSPECTIF DU CLUB DE PARIS

Le Club de Paris se félicite de la décision de l'Afrique du Sud de faire passer sa participation au Club de Paris de participant *ad hoc* à membre prospectif. Ce statut permet aux pays de s'engager davantage dans les travaux du Club de Paris, avec la possibilité de rejoindre le Club de Paris en tant que membre à part entière à court terme.

Ceci démontre à la fois l'intérêt de l'Afrique du Sud à travailler plus étroitement sur les questions de dette souveraine avec les membres du Club de Paris, ainsi que l'attrait des principes du Club de Paris pour les créanciers émergents.

L'Afrique du Sud a joué un rôle croissant en tant que créancier souverain au cours des dernières années et sa décision d'adhérer au Club en tant que membre potentiel est la continuation d'une longue histoire de coopération avec le Club de Paris. Depuis 1982, l'Afrique du Sud a participé à 13 négociations du Club de Paris en tant que créancier ; ces traitements ont bénéficié à 6 pays débiteurs. L'Afrique du Sud a également participé à l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 et du Club de Paris. Le Club de Paris a fortement apprécié la participation de l'Afrique du Sud aux réunions du Club de Paris sur une base *ad hoc* depuis 2015. Cela a contribué à l'établissement d'une excellente relation sur les questions de dette souveraine.

L'Afrique du Sud et le Club de Paris ont un intérêt commun à promouvoir des solutions coordonnées pour aider les pays emprunteurs. L'approfondissement des relations entre l'Afrique du Sud et le Club de Paris consolide le rôle du Club de Paris en tant que principal forum international pour la restructuration de la dette souveraine.

Notes de contexte

1. Le Club de Paris s'est réuni pour la première fois en 1956. Il s'agit d'un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement de pays endettés.

2. Les membres du Club de Paris sont les gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, d'Israël de l'Italie, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, de la République de Corée, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse.